

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57004

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

vom Weltmarkt abgeschnitten werden. Mitteleuropa war keine grundsätzliche Alternative zur Weltmarktorientierung, sondern sollte ein Präferenzraum innerhalb der Weltwirtschaft sein (S. 847–848).

Auf alliierter Seite begann die offizielle Kriegszielplanung mit einiger Verzögerung im Sommer 1915, nachdem die Alliierten den ersten Schock überwunden hatten und dem deutschen Angriff eine zunehmend erfolgreiche militärische und industrielle Mobilisierung entgegenstellten. Ausgangspunkt war die alliierte Zusammenarbeit auf dem Gebiet der industriellen und finanziellen Mobilisierung. Daraus entstanden in Frankreich, erstaunlich schnell aber auch in Großbritannien Pläne, die »wirtschaftliche Waffe« über das Kriegsende hinaus fortzusetzen; dazu sollten unter anderem Annexionen, der Ausschluß Deutschlands von der Meistbegünstigung und alliierte Kontrollen über Rohstoffe und Finanzen gehören. Soutou zeigt, daß die alliierte Kriegszielpolitik nicht nur defensiv war, sondern sehr schnell eine Eigendynamik entfaltete. Dabei verband sich insbesondere in den französischen Plänen das sicherheitspolitische Motiv, Deutschland dauerhaft zu schwächen, mit dem wirtschaftlichen Motiv, Frankreichs wirtschaftliche Entwicklung gegenüber der gefürchteten deutschen Konkurrenz zu fördern. Der Einsatz der »*arme économique*« für die Nachkriegszeit wurde konsequenter und auch verbindlicher geplant, als man bisher angenommen hat, trotz mancher Einwände zunächst der russischen und italienischen, dann der amerikanischen Regierung, die auf die Wiederherstellung der Wirtschaftsbeziehungen zu den Mittelmächten nicht verzichten wollten. Die wirtschaftlichen Kriegsziele beeinflussten die Waffenstillstandsbedingungen und den Versailler Vertrag; Soutou betont neben den Annexionen und Reparationen auch die handelspolitischen Klauseln des Friedensvertrages. Das Ergebnis des Konflikts der Kriegsziele war der Triumph des Liberalismus; es gab damals keine wirkliche Alternative zur multilateralen Weltwirtschaft, weder in der deutschen, noch in der alliierten Planung. Aber es war ein veränderter Liberalismus, in dem der Markt mehr als in der Weltwirtschaft der Vorkriegszeit durch politische Entscheidungen ergänzt wurde.

Mit der multilateralen Analyse der Kriegsziele hat Soutou ein ganz neues Forschungsfeld erschlossen, seine Darstellung bringt aber auch für die Kriegszieldiskussion in den Hauptländern neue Forschungsergebnisse. Im Vorwort von Jean-Baptiste Duroselle fällt das Wort »majestueux« (S. 1). Das ist nicht zu hoch gegriffen; das Werk von Soutou beeindruckt nicht nur durch den Umfang, die Vollständigkeit der ausgewerteten Quellen und die Fülle an Informationen, sondern ebenso durch die klare Linie und den Blick für das Wesentliche.

Gerd HARDACH, Marburg

Hans MOMMSEN, Die verspielte Freiheit. Der Weg der Republik von Weimar in den Untergang 1918 bis 1933, Berlin (Propyläen) 1989, 580 p. (Propyläen Geschichte Deutschlands, 8).

Avec 22 pages très denses de bibliographie, ce volumineux ouvrage de l'éminent historien Hans Mommsen traite de la faiblesse de la culture politique et de l'esprit foncièrement antidémocratique de la bourgeoisie allemande sous Weimar. Ce qui pose d'emblée le problème de son fort beau titre »La liberté galvaudée«. Car on peut se demander ce que pouvait signifier le concept de liberté pour la plupart des Allemands de cette époque, formés par des siècles de tradition autoritaire, traumatisés de surcroît par la défaite et les crises successives.

Si la République de Weimar fascine depuis longtemps les historiens des pays occidentaux par le contraste entre sa misère politique et économique d'une part, la richesse de la culture de son avant-garde de l'autre, elle était restée essentiellement dans les deux Allemagnes l'exemple d'un échec à éviter. En mettant l'accent sur la responsabilité de la classe dirigeante bourgeoise dans l'évolution de la démocratie parlementaire jusqu'au vote des pleins pouvoirs à Hitler, en

passant par la dictature présidentielle de Hindenburg, processus qui vise à la marginalisation du Parlement et des partis jusqu'à leur suppression totale, l'auteur rejoint l'historiographie occidentale. Avec cependant une accentuation plus prononcée de la dérive constitutionnelle et du rôle de frein provisoire, que jouent les contraintes imposées par les Etats victorieux – dont la France. La volonté de forces antirépublicaines de droite et d'extrême-droite de réviser la Constitution dans un sens autoritaire allant de pair avec celle d'une révision du traité de Versailles. Accentuation qui n'est sans doute pas étrangère au débat des historiens ouest-allemands de 1986 dans lequel Hans Mommsen a joué un rôle de premier plan pour la défense d'une démocratie pluraliste, fondée sur le «patriotisme constitutionnel», contre les tenants néoconservateurs d'une interprétation nationale de l'histoire allemande, censée fortifier une identité incertaine.

L'auteur ne masque pas pour autant les faiblesses de la social-démocratie allemande qui, par un sens trop développé de l'ordre étatique, hérité de la tradition impériale, renonce dès 1919 à jeter les bases économiques et politiques de la démocratie, notamment par la socialisation des moyens de production souhaitée à l'époque par une majorité de la population et par l'élaboration d'une Constitution favorisant le renouvellement des institutions et des cadres politiques. Aspect sans doute le plus lourd de conséquences: l'appui qu'elle cherche auprès de l'état-major impérial pour mater les éléments révolutionnaires, trop hétérogènes pour présenter une menace sérieuse, au lieu d'en isoler la minorité extrémiste en répondant à des aspirations justifiées.

Cette incapacité à sortir d'une conception gestionnaire explique ce que H. M. appelle la série des «occasions manquées»: celles où la social-démocratie aurait pu s'appuyer sur la population, en particulier sur le mouvement ouvrier. De sorte que dès le putsch de Kapp, avec la riposte de la grève générale sans laquelle, estime l'auteur, on aurait assisté dès 1920 à un compromis entre putschistes et droite nationaliste pour l'instauration d'un régime autoritaire, les défenseurs de la République en viennent à se demander pourquoi défendre un régime qui ne procède même pas à une épuration des cadres et officiers putschistes, ne transforme pas la Reichswehr en armée républicaine et conforte en fin de compte les forces dominantes sous l'empire (haute administration – industrie lourde – propriétaires terriens – armée). A partir de là, la seule chance de survie de la République tient à la «communauté de détresse» qu'imposent les exigences alliées, surtout celles de la France. Aspect le plus original de l'analyse de H. M., qui aurait mérité d'être étayée (l'absence de notes, habituel dans cette collection, est regrettable en l'occurrence). Restent néanmoins deux handicaps majeurs: le rejet du traité de Versailles que l'opinion allemande perçoit comme un «diktat» injustifié et l'occupation française de la Rhénanie en 1923. Avec pour corollaire la «résistance passive», l'inflation galopante et le déchaînement de l'hystérie nationaliste et raciste sans que le gouvernement ait le courage de faire front contre les attaques qui le visent aussi en démasquant les véritables responsables des malheurs du peuple allemand et le mythe du «coup de poignard dans le dos» d'une armée rentrée vaincue sous la conduite de ses glorieux chefs.

La Reichswehr écrasera sans ménagements les mouvements centripètes-séparatisme rhénan, gouvernements d'union de la gauche en Saxe et en Thuringe. Mais elle ne se décidera à intervenir contre les putschistes d'extrême-droite en Bavière, lâchés in extremis par les conservateurs, qu'après la menace d'une intervention française au cas où ceux-ci tenteraient d'instaurer une dictature. H. M. va plus loin en affirmant, contrairement à l'interprétation généralement donnée du nationalisme de Poincaré, que sa fermeté allant jusqu'au refus de négocier avant le règlement de la question des réparations aurait, plus que la stabilisation de la monnaie réussie par Stresemann et l'intervention de la Reichswehr, contribué au retour à l'ordre en ramenant les éléments contre-révolutionnaires à une plus juste évaluation du rapport de forces. La conclusion du plan Dawes inaugure ce que l'on a appelé «les années de prospérité» de 1924 à 1928. H. M. souligne cependant que l'approbation par la social-démocratie des pleins pouvoirs au chancelier centriste Marx en vue d'assainir l'économie

marque aussi un retour sur le devant de la scène des antagonismes sociaux. L'idée de remplacer la bureaucratie sclérosée des partis par des organismes préconstitutionnels (groupes de pression, clubs, unions, cercles) fait alors son chemin dans l'opinion et la rend réceptive à la thèse néo-conservatrice d'un Etat fort comme préalable indispensable à toute renaissance allemande.

L'élection en 1925 à la présidence de la République du vieux maréchal d'empire Hindenburg, candidat des conservateurs protestants, préféré au centriste catholique Marx, candidat des partis de la coalition de Weimar reconstituée pour la circonstance, ouvre l'ère de la dictature présidentielle durant laquelle des gouvernements minoritaires de droite – à l'exception de la grande coalition d'Hermann Müller – ne s'appuient que sur le Président doté, en vertu de l'article 48 de la Constitution, des pouvoirs de dissoudre le Parlement et de légiférer par voie d'ordonnances. Ce glissement vers un pouvoir autoritaire s'accompagne dans le pays de la constitution de formations paramilitaires traduisant l'opposition en deux blocs antagonistes d'une nouvelle génération plus sensible, à droite comme à gauche, au style militaire et à l'idéologie de la « camaraderie du front » qu'au pluralisme démocratique. Encore que le vote massif pour l'expropriation des princes lors du référendum de 1926 – dont la social-démocratie minimise la portée en votant une loi de compromis – et le rejet massif du référendum contre le deuxième plan de réparations (Young) organisée en 1929 à l'initiative des partis nationalistes, traduisent la persistance d'une volonté de justice sociale et de paix.

Il est vrai que, jusqu'à cette période, le dysfonctionnement institutionnel reste, estime H. M., partiellement masqué – malgré la politique déflationniste, antisociale de Brüning – par la politique étrangère. L'admission en 1926 de l'Allemagne à la SDN, la signature du traité de Locarno, qui vaut à Briand et Stresemann le prix Nobel de la Paix, sont saluées par l'opinion mondiale comme le début d'une « ère nouvelle de confiance » en Europe. En réalité, cette politique n'a de sens aux yeux de Stresemann qui si l'Allemagne retrouve sa pleine souveraineté et partant, sa puissance militaire pour affirmer son hégémonie en Europe centrale. Dernier grand négociateur de la diplomatie allemande, Stresemann savait cultiver l'équivoque pour masquer les visées révisionnistes de l'Allemagne et la faiblesse de sa culture démocratique.

Libérée des dernières contraintes du contrôle allié, les forces nationalistes n'ont plus besoin d'alibi démocratique et pas davantage de conciliateurs comme Rathenau qu'elles ont fait assassiner en 1922 ou Stresemann, mort en 1929, qui n'aura pas droit au moindre hommage de leur part. L'heure est aux manifestations où le drapeau noir-blanc-rouge de l'armée supplante celui de la République, aux discours revendiquant le retour de l'Alsace-Lorraine et d'Eupen-Malmédy au Reich, et aux revendications de révision des frontières de l'Est. Les ressentiments populaires consécutifs à la récession perceptible dès la fin de 1927, suivie du choc dévastateur des effets de la crise mondiale, sont déviés sur « le capitalisme juif cosmopolite » et l'impéritie du système des partis, rendus responsables de tous les maux. L'auteur a pris soin de justifier en avant-propos l'absence d'une analyse des mutations socio-culturelles. Mais cette omission ne permet pas de comprendre le divorce esquissé dès les années vingt entre les milieux populaires et les formations de gauche, du moins l'adhésion progressive d'une partie de ceux-ci aux thèses nationalistes, antisémites et autoritaires de la droite et de l'extrême-droite. Au rejet de la « civilisation » occidentale, synonyme de désordre et de corruption, opposée à la *Kultur* germanique, vecteur de régénérescence de la « communauté du peuple ». Or c'est justement le déphasage des mentalités préindustrielles par rapport aux mutations douloureusement vécues de la société moderne, cette nostalgie de l'harmonie perdue, ajoutée à l'exaltation néo-conservatrice et völkisch d'une « nouvelle race » capable de rendre à l'Allemagne sa dignité et sa puissance, qui favorisent la percée électorale du parti nazi. Devant son succès aux élections législatives de 1930, la droite, mais aussi le groupe parlementaire du Centre que préside Brüning, cherchent, malgré les mises en garde des milieux catholiques choqués par le soutien d'Hitler aux meurtriers de Potempa, à amadouer le chef de la NSDAP dans l'espoir de

conserver les leviers de commande d'une République déjà largement dépouillée par leurs soins des attributs de la démocratie. En butte aux attaques d'un parti communiste que son sectarisme condamne à l'impuissance, la social-démocratie qui a perdu l'appui des milieux populaires ne peut que protester au nom d'une légalité depuis longtemps bafouée contre les manœuvres et les intrigues de la classe dirigeante bourgeoise dont elle s'était voulue la partenaire loyale.

D'une facture plutôt austère qu'éclairent heureusement des illustrations bien choisies, cet ouvrage bien documenté incite surtout à la réflexion sur l'importance d'une politique européenne et internationale de sécurité pour la sauvegarde et le développement de la démocratie dans un monde à nouveau confronté, quoi que dans des conditions différentes, à des mutations imprévisibles.

Rita THALMANN, Paris

Hans Georg LAMBSDORFF, *Die Weimarer Republik. Krisen, Konflikte, Katastrophen*, Frankfurt am Main, Bern, New York, Paris (Peter Lang) 1990, 424 p.

Aux spécialistes cet ouvrage n'apprendra à peu près rien. Aussi bien ne leur est-il pas destiné, mais à un public plus large auquel il propose une relation des crises que l'Allemagne a connues entre 1918 et 1933.

Des trois périodes qui, classiquement, constituent l'histoire de la République de Weimar, c'est la première (1918-1924) qui retient le plus longuement l'attention de l'auteur (213 pages sur un total de 375). Il fait sienne la thèse d'Heinrich August Winkler: en 1918 la social-démocratie ne pouvait pas ne pas coopérer avec les tenants de l'ancien régime, mais elle aurait dû limiter cette coopération et s'attaquer aux bastions des adversaires de la démocratie pour les réduire. Pour la seconde période, le comte Lambsdorff récuse le terme de stabilisation: les gouvernements successifs n'ont pas réussi à résoudre les difficultés rencontrées. Pas d'explication nouvelle de la catastrophe finale (1930-1933): l'auteur insiste simplement sur la responsabilité personnelle des principaux acteurs.

Le sous-titre précise la démarche suivie: de brefs chapitres, parfois trois à quatre pages à peine, consacrés à un homme (Erzberger) à un événement (le traité de Locarno, le Front de Harzburg) ou à une question (les réparations, l'indemnisation des princes). D'une façon générale l'auteur s'intéresse plus aux hommes qu'aux groupes sociaux qu'ils représentent, plus au récit des crises qu'à l'analyse des causes. Il ignore l'évolution des mentalités, ne cherche nullement à expliquer les progrès ou les reculs des différentes formations politiques. Tout en affirmant qu'il partage le point de vue de Hans Mommsen qui souligne les responsabilités particulières des groupements et des associations proches du pouvoir, il ne dit pas un mot du rôle des organisations patronales, des Eglises, de la presse, dans la fin de la République. D'une façon générale l'économie ne l'intéresse que médiocrement.

Sa qualité d'avocat explique sans doute qu'il consacre plusieurs pages à des problèmes de droit, droit constitutionnel notamment (p. 201-208, 306-309, 330-332, etc.). Bien qu'il n'hésite pas à présenter son point de vue comme «la vérité historique» (p. 373), certaines de ses affirmations paraissent contestables. Ecrire que les historiens ont prêté peu d'attention au sanglant Premier mai de 1929 prouve uniquement la limite de ses lectures. D'une façon générale il condamne péremptoirement toutes les tentatives révolutionnaires qu'il attribue aux seuls spartakistes, au lieu de nous dire pourquoi et comment une grande partie des travailleurs ont suivi leurs mots d'ordre, pourquoi et comment l'USPD a accru son audience entre 1918 et 1920. A deux reprises, employant la même expression, («les horreurs s'équilibrent des deux côtés» p. 48 et 162), il renvoie dos à dos corps francs et grévistes, tout en notant que le nombre des victimes est dix fois moins élevé du côté des «forces de l'ordre». La relation fort partielle de la Reichsexekution contre les gouvernements de Saxe et de Thuringe (p. 214-215) révèle plus